

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 170  
8 au 21 avril 1974  
LE NUMERO : 0,80 F

## La vague de luttes ouvrières ouvertement sabotée par l'opportunisme

Dans une situation internationale où l'aggravation de la concurrence et de la guerre commerciale entre les pays s'accompagne de l'instabilité économique généralisée, du chaos monétaire, de volte-faces diplomatiques et de revirements d'alliances, le capitalisme fait subir à la classe ouvrière la hausse galopante des prix, le chômage et des réductions d'horaires pour les uns, l'intensification du travail et l'exacerbation du despotisme de fabrique pour les autres ;

C'est à une telle situation que répondent sans conteste les vagues actuelles de grèves et d'agitation sociale. Ces derniers mois, la magnifique grève des mineurs anglais a montré quelle puissance peut avoir le prolétariat, de quelle détermination il est capable, même s'il était pratiquement inévitable dans les circonstances présentes que l'habileté de la bourgeoisie la plus expérimentée du monde, aidée par le poids considérable du travailisme, les empêche d'en récolter tous les fruits. L'agitation sociale en Italie a conduit il y a un mois à une parodie de grève générale conçue pour faire baisser un peu la pression sociale, mais qui a été en plusieurs endroits l'occasion de révoltes contre les objectifs et les méthodes réformistes — ceci dit sans exagérer l'importance de ces phénomènes pour lesquels nous militons et que nous attendons avec espoir. Dans ce pays même, plusieurs mois de sourde agitation ont préludé à la vague des grèves qui éclatent depuis un mois : grèves d'importance très variable, dispersées, qui touchent de nombreux secteurs et dont il n'est pas dit qu'on ait atteint le sommet.

Nous avons maintes fois souligné l'importance de ces réactions salutaires à la pression du capital, au cours desquelles les prolétaires apprennent à surmonter la concurrence entre eux, et doivent même aujourd'hui réapprendre la solidarité élémentaire de classe sans laquelle il serait oiseux de parler d'émancipation révolutionnaire ; et nous avons toujours insisté sur l'importance décisive que peuvent avoir de tels mouvements, même limités, en tant que terrain de lutte contre l'opportunisme, et, parallèlement, de conquête de l'avant-garde combattive du prolétariat, qui cherche confusément ses armes politiques de classe, à l'influence du parti.

et l'issue de la vague qui secoue actuellement ce pays (entre autres !), les circonstances nationales et internationales en font un terrain propice à la préparation d'autres luttes qui seront imposées à la classe ouvrière par l'aggravation de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la crise. C'est dans cet esprit qu'il faut considérer l'attitude des diverses forces sociales et politiques — et plus particulièrement de l'opportunisme — face à la revendication ouvrière, et ce non pas tant comme expression d'une position contingente, mais bien plutôt d'une position permanente dans les conflits de classe.

Le gouvernement a donné le ton à la réponse de la bourgeoisie et de son Etat de façon si claire que les syndicats ont reconnu qu'il s'agissait d'une véritable déclaration de guerre. « Ce serait une illusion de dire qu'il est possible d'augmenter le pouvoir d'achat » a déclaré Messmer, en ajoutant que « la demande de consommation est actuellement trop forte et agit comme facteur d'inflation ». Ceci signifie que les travailleurs doivent réduire leur consommation, en d'autres termes gagner moins pour maintenir la compétitivité de l'industrie française sur le marché mondial. La bourgeoisie n'a évidemment jamais eu d'autre politique, en pareil cas, mais il ne manquait que le langage des ordres du jour militaires pour rompre avec le ron-ron habituel sur la « participation de tous les travailleurs aux fruits de l'expansion ». Dans le même temps, au niveau des entreprises, le patronat utilise systématiquement le lock out des non-grévistes, et l'appel aux forces de police pour « évacuer les occupants » et les piquets de grève. Bref la bourgeoisie utilise sans vains discours ses armes de classe.

des couches ouvrières de plus en plus vastes connaissent ainsi la peur du lendemain, l'insécurité et la misère que les bourgeois et leurs laquais prétendaient avoir fait disparaître pour toujours parce qu'ils les avaient reléguées dans les franges les plus exploitées — non les plus étroites — du prolétariat des pays « civilisés », et parce qu'ils les avaient refoulées en les exaspérant dans les aires de capitalisme naissant en proie aux tourments conjugués de l'accumulation primitive et de l'oppression impérialiste.

dent quant à eux faire capoter le plan d'austérité du gouvernement et « empêcher les masses

### DANS CE NUMERO :

- Honte et mensonge de la théorie des « guerres défensives ».
- La révolution « comme il faut » ? (L.O. et le terrorisme).
- Vie du Parti.

populaires de subir les conséquences de l'attaque réactionnaire ». Ils ont accouché dans ce but de « cinq objectifs sociaux immédiats » qui doivent être atteints par « un large front des différentes catégories sociales en lutte contre la malversation du régime ». Il s'agit de la réduction de la T.V.A., du blocage des loyers, du S.M.I.C. à 1.200 F, de l'augmentation de la retraite minimale, du remboursement

(suite page 2)

## AUX URNES, CITOYENS !

Dans l'immonde grouillement électoral dont la mort du chef de la bourgeoisie française a donné le signal officiel, les partis qui prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière sont les premiers à se prosterner devant l'autel de la mystification électorale.

Le communisme, lui, non seulement nie que la démocratie puisse représenter un moyen d'émancipation pour la classe ouvrière, mais proclame même qu'elle est le plus sûr moyen de la maintenir soumise. Comme l'écrivait Lénine :

« La république démocratique est la meilleure forme possible du capitalisme ; c'est pourquoi le capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, qu'aucun changement, ni d'hommes, ni d'institutions, ni de partis dans le cadre de la république démocratique bourgeoise ne peut l'ébranler. »

Le droit de vote accordé aux « citoyens » de toutes les classes sociales, grâce auquel ils sont censés élire leurs représentants aux divers postes de l'Etat, ne peut empêcher, ni que tout l'appareil de direction et de gouvernement de l'Etat ne soit autre chose que le comité de défense des intérêts de la classe dominante, ni que l'Etat lui-même ne soit autre chose que l'organe de répression instauré par la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe.

Alors que l'appareil exécutif, militaire et policier de l'Etat bourgeois est l'instrument direct de défense de cette domination, la démocratie représentative constitue un moyen de défense indirect, qui agit en diffusant dans les masses l'illusion que leur émancipation pourrait prendre la forme d'un processus pacifique et électoral.

Ce rôle de défense indirect, la classe ouvrière en a fait l'expérience non seulement dans des situations révolutionnaires, mais même dans des périodes où la domination bourgeoise n'est pas en cause, et où la classe dominante cherche à briser l'agitation sociale avec l'aide des partis opportunistes. Aux appels à la trêve électorale lancés par la bourgeoisie, ces derniers font alors écho en expliquant que les grèves ne doivent pas troubler le « libre choix du citoyen ».

Les communistes combattent ces illusions électoralistes, répandues dans les rangs du prolétariat non seulement par la propagande bourgeoise « directe », mais aussi et surtout par les partis qui se disent « ouvriers » mais ne font depuis longtemps que plier la classe ouvrière aux intérêts du capital, de sa nation et de son Etat.

De la légalité bourgeoise, des méthodes démocratiques et électorales, et de tous leurs propagandistes « de droite » ou « de gauche », la classe ouvrière ne peut attendre, comme l'histoire l'a douloureusement montré, que des défaites et des trahisons.

L'émancipation de la classe ouvrière ne s'obtiendra jamais par des voies « démocratiques », pacifiques et électorales, mais par la centralisation, sous la direction de son parti et par dessus les frontières des patries bourgeoises, de toutes ses forces dans la lutte pour détruire l'Etat bourgeois, instaurer la dictature du prolétariat, réprimer la résistance des classes vaincues, pour entreprendre enfin l'abolition de l'esclavage salarié et de l'économie mercantile.

## Journées chaudes chez Olivetti

Le 21 février dernier en Italie, à l'annonce d'une nouvelle augmentation des prix de l'essence et des produits alimentaires de première nécessité décidée par le gouvernement et instaurée avec le consentement tacite des syndicats et des partis opportunistes, les ouvriers de Fiat, Alfa-Romeo, Italcantieri,

Olivetti et d'un certain nombre d'autres usines se sont simultanément et spontanément mis en grève pour une durée indéterminée en demandant des augmentations de salaire substantielles. Ce fait confirmait une fois de plus que la classe ouvrière, poussée par ses besoins matériels, se meut sur le terrain que nous avons toujours indiqué.

Les mesures gouvernementales sont intervenues à un moment particulièrement difficile pour la bonzerie syndicale, déjà occupée à contrôler la combativité ouvrière et à combattre le risque d'explosions dues à l'hostilité des ouvriers envers la politique syndicale des accords d'entreprise. Les plates-formes revendicatives des syndicats mettent au premier plan les investissements dans le Sud « sous-développé » de l'Italie, la modification de l'organisation du travail pour développer la « qualification professionnelle », le remplacement des biens de consommation individuels (les automobiles par exemple) par les biens collectifs (comme les autobus), ou l'introduction de produits à technologie toujours plus avancée (électronique au lieu de mécanique), selon les différentes « conditions concrètes » de chaque usine ; elles relèguent au dernier rang les revendications de salaire, avec des propositions dérisoires.

Les ouvriers, au contraire, mettaient justement l'accent sur ce dernier point : mais cela n'a pas empêché les syndicats de mettre en avant leur propre ligne, sans

tenir aucun compte des exigences ouvrières.

Le Parti a pu suivre de près les développements de cette situation, en particulier chez Olivetti, où nos camarades mènent depuis des années un travail régulier parmi les ouvriers. Dès la présentation de la plate-forme syndicale d'entreprise, nous avons pu constater que notre groupe syndical, formé de camarades et de sympathisants qui défendent nos positions, rassemblait autour de lui un nombre croissant d'ouvriers, qui nous soutenaient ensuite au cours des affrontements avec les bonzes dans les assemblées ou dans les conseils d'usine.

C'est précisément cela qui nous a permis de saisir en profondeur, au-delà du résultat immédiat, la signification de la riposte des ouvriers aux mesures gouvernementales et à la politique de sabotage des syndicats : l'annonce de la nouvelle grimpe des prix a joué le rôle de détonateur dans une situation déjà explosive. La protestation part des chaînes de montage de l'établissement où se trou-

vent les ouvriers les plus exploités et les plus mal payés. Leur demande de grève illimitée est durement contrée par les bonzes, qui se refusent à lancer l'ordre de grève, sous prétexte que... ce n'est pas prévu. L'objectif des bonzes est tout de suite clair : empêcher que la protestation s'étende, en la canalisant dans le carcan de la négociation d'entreprise en cours. La tentative échoue : les ouvriers font taire les bonzes aux cris de « Vendus ! Fascistes ! ». Nos camarades sont à la tête de l'activité d'agitation et de dénonciation de l'opportunisme. Les ouvriers imposent la grève et sortent de leurs bâtiments pour faire la jonction avec leurs camarades des autres établissements (il y a plusieurs usines distantes de plusieurs kilomètres les unes des autres). Après une marche de 10 km, 10 à 15.000 ouvriers d'Olivetti sont dans la rue : malgré des heurts répétés avec les bonzes syndicaux et toute la faune opportuniste, ils cherchent à faire la jonction avec les autres catégories d'ouvriers et y réussissent.

(suite page 2)

Vient de paraître :

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 62

SOMMAIRE

- Crise et révolution.
- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (suite et fin).
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (première partie).
- Document : la Gauche et la résolution du Congrès de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

Quelles que soient l'ampleur Les partis de « gauche » préten-

(Suite de la page 1)

plus important des frais médicaux et de l'interdiction des licenciements sans reclassement équivalent.

Il est inutile de disserter longuement sur le caractère profondément dérisoire de ces « objectifs » si l'on rappelle que la C.G.T. elle-même reconnaît qu'il est impossible de vivre à moins de 1.500 F par mois. Il est manifeste que toutes les fanfaronades sur « l'événement le plus important » depuis la signature du programme commun ne visent qu'à masquer l'alignement complet du P.C.F. sur les exigences de l'austérité et de l'effort national, alignement qui est le résultat de son passage depuis de longues décennies dans le camp de la bourgeoisie, au nom de la « patrie » et de « l'intérêt national ».

Il faut ajouter que les partis de « gauche » excluent pour atteindre ces objectifs l'utilisation des méthodes de la lutte de classe et de la force de classe du prolétariat. Au contraire il s'agit par des campagnes de pétitions et de meetings pacifiques de canaliser le mécontentement ouvrier pour le fondre dans « l'aspiration des citoyens à des réformes » par un « changement de gouvernement ».

Parallèlement à cette campagne « populaire » et interclassiste, la C.G.T. implore le gouvernement de donner quelques miettes pour essayer d'éviter que le mouvement de grève ne s'amplifie et ne sorte du cadre des revendications « légitimes » et des grèves « responsables » :

« Si le gouvernement et les patrons comptent s'en tenir à des positions d'intransigeance et imposer par voie d'autorité, une politique de restrictions et d'austérité [comme on voit c'est la « voie d'autorité » plus que l'austérité elle-même qui attire les reproches !], nous assisterons à une extension des conflits qu'il faudra régler à chaud à Grenoble ou ailleurs. C'est au gouvernement et au patronat de choisir. Notre préférence serait d'engager tout de suite la négociation, avant que la situation ne s'aggrave davantage », déclarait Ségué à France Soir le 20 mars. Depuis, de telles déclarations se répètent journalièrement alors que

le gouvernement réaffirme sa volonté d'empêcher les augmentations de salaires de dépasser les augmentations de prix, c'est-à-dire en fait de diminuer le salaire réel (et explique lui-même qu'il est impossible de prendre des engagements pour plus tard, la situation devant s'aggraver), cependant que la C.G.T. est obligée de reconnaître que les négociations sur l'emploi avec le patronat sont dans l'impasse et se plaignent de « l'impossibilité de régler ce problème par la négociation au niveau national interprofessionnel » (L'Humanité du 26 mars). Ces appels inquiets à la négociation se renouvellent quotidiennement alors que de l'autre côté les conflits se multiplient effectivement, s'allumant ici, s'éteignant là, reprenant ailleurs, entraînant de nouvelles entreprises et de nouveaux secteurs : avant hier dans les Houillères, hier dans le textile du Nord, aujourd'hui aux chantiers navals, demain de nouveau dans le secteur public et nationalisé, et... toujours dans la banque. L'attitude de la C.G.T. est donc révélatrice de la volonté de ne déclencher de mouvement d'ensemble que s'il n'y a pas d'autre issue, et dans ce cas extrême d'éviter que le mouvement ne devienne une démonstration de la force de classe du prolétariat, pour le remplacer par une caricature de mouvement d'ensemble, visant uniquement à servir de « soupape de sûreté » à la pression sociale.

C'est pourquoi dans les luttes qui se présentent, la C.G.T. dénonce et refuse quand elle peut les « mots d'ordre approximatifs », par exemple les revendications d'augmentation uniforme des salaires sous le prétexte que « pratiquer l'anti-hiérarchie au moment où la C.G.C. est obligée de reconnaître qu'elle doit s'allier avec la C.G.T. [pour défendre les privilèges de catégorie des cadres !] est contraire aux intérêts des travailleurs » (tract Renault Billancourt du 22-3). Elle dénonce la « légèreté dans l'action », c'est-à-dire les méthodes « minoritaires » qui « ne respectent pas la démocratie syndicale », telle la décision d'occuper

## La vague de luttes ouvrières

la SAVIEM prise « seulement par 61 % des 3.000 travailleurs consultés » sur les 6.000 lockoutés ! Elle condamne les méthodes « aventuristes » et « irresponsables » qui consistent à empêcher les jaunes de travailler ou à constituer des comités de grève qui « privilégient l'ignorance et l'inexpérience au détriment de la conscience et de l'organisation », selon les termes de Krassucki qui « oublie » simplement de dire que si le syndicat jouait aujourd'hui son rôle, qui est d'impulser, d'organiser et d'unifier la lutte économique, sa conscience et son organisation en feraient tout naturellement le dirigeant du comité de grève, là où il naît.

Une telle attitude qui tente d'exclure de la lutte toute revendication et toute méthode de classe est inséparable de l'orientation réformiste qui a triomphé dans les syndicats à la faveur de la contre-révolution et les a vidés de leur substance de classe. Cette orientation est éminemment contre-révolutionnaire car elle tente de châtrer la réponse ouvrière aux coups du capital et donc d'empêcher l'apparition d'une des conditions nécessaires à la lutte de classe pour des objectifs révolutionnaires.

Qu'ici et là des groupes de prolétaires n'aient pas craint de passer outre aux consignes de calme et de résignation, et, faisant fi des appels à « l'autodiscipline d'un niveau extrêmement élevé », de prendre l'initiative d'entraîner leurs camarades dans des grèves « condamnables », cela ne peut que soulever l'enthousiasme des communistes véritables. Et si ces travailleurs restent en certains endroits isolés, ce n'est pas du fait qu'une grève minoritaire « serait minoritaire par définition », comme l'allèguent les bonzes stipendiés. S'il est vrai que des grèves où des travailleurs restent isolés des autres permettent au patron d'utiliser le lock-out, il n'est pas moins vrai que le déclenchement de la grève de cette manière devient inévitable dans une situation où il serait fou d'attendre des directions réformistes qu'elles prennent l'initiative d'au-

tre chose que d'une simple promenade. En tout cas seuls peuvent condamner en principe de telles grèves ceux-là même qui ont renoncé depuis longtemps à la tâche d'entraîner les hésitants et les retardataires par leur initiative et leur détermination militante, renonciation qui est la contrepartie de leur propagande défaitiste et dissolvante, selon laquelle la grève serait devenue « l'arme ultime », dans une vision où il faudrait vénérer superstitieusement le patron, l'Etat, et cette satanée... opinion publique ! Pour confirmer leur déchéance, ces gens-là n'auront pas hésité, comme au Crédit Lyonnais, à organiser les jaunes et à appeler ouvertement à la répression contre une occupation ignoblement assimilée à un lock out !

Une figure particulière aura été prise dans ces conflits par la C.F.D.T. qui n'a pas fait de condamnation de principe des mouvements « minoritaires » et qui pour cette raison s'est attirée les foudres de la C.G.T. Il est important de voir quelles limites son orientation met aux réactions ouvrières. C'est en liaison avec sa « stratégie » gradualiste du « pouvoir dans l'entreprise » que la C.F.D.T. met en avant sa « tactique » du « harcèlement » qui, si elle permet à certains travailleurs de se défendre à un moment donné, cloisonne les réactions ouvrières et tend à les contenir sur le terrain de la catégorie ou de l'entreprise, ces énergies ne pouvant ainsi trouver un lien que dans la voie tracée par le réformisme traditionnel qui voudrait réaliser en quelque sorte un « cartel » des catégories, des intérêts particuliers, pendant à la chute dans le marais informe du « peuple ». De plus la C.F.D.T. théorise que le syndicat « n'est qu'un instrument qui facilite et aide la grève », tâche qui consiste à déposer des préavis de grève, mais nullement bien sûr à impulser, organiser, bref diriger, la direction des grèves étant démagogiquement confiée « à tous les travailleurs », là aussi au nom de la « démocratie syndicale ». C'est ainsi que les rôles joués par la C.G.T. et la C.F.D.T. sont en défi-

nitive convergents, ce qui permet au bonze Detraz de déclarer au congrès d'une des fédérations C.F.D.T., avec des relents de christianisme à la sauce anarchisante : « Il faut à la fois sentir et savoir, la C.F.D.T. sent mieux, la C.G.T. semble mieux savoir, la synthèse n'est pas encore faite entre ces deux pratiques (...). Nous sommes condamnés à une unité d'action conflictuelle, car personne ne veut la rupture du front de classe » (sic !). (Le Monde du 28 mars).

Il est parfaitement clair que ce que la C.F.D.T. appelle le « front de classe » n'est en réalité, au-delà des divergences de méthode, qu'un front des réformistes, c'est-à-dire un front des défenseurs de la « politique ouvrière bourgeoise » qui fait passer les intérêts de catégories et de coteries salariées privilégiées pour les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, et cherche à canaliser et à contenir les réactions ouvrières dans les limites des intérêts du capital et de l'Etat.

Si les vagues actuelles de grèves confirment quelque chose, c'est bien que les intérêts les plus élémentaires du prolétariat sont inconciliables avec ceux de la « production nationale » et que, devant l'aggravation des contradictions sociales, le front opportuniste sera de plus en plus conduit à se montrer tel qu'il est en réalité : un élément de conservation sociale, l'agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Les réactions prolétariennes aux dures conditions matérielles que provoquent nécessairement l'instabilité générale et la crise économique devront de plus en plus s'accompagner de rébellions contre l'opportunisme. La tâche du parti est de lutter — quels que soient les délais et les difficultés — pour faire le lien avec les avant-gardes combattives que la situation doit contraindre à chercher les armes de classe ; la tâche du parti est de se rendre apte à unifier les poussées ouvrières dispersées, afin de forger, contre la bourgeoisie et ses Etats, le véritable front de classe qui sera l'arme indispensable de la révolution communiste.

### La lutte de classe... financée par le patron

Après un mois de luttes mouvementées à la SAVIEM, la C.G.T., qui avait commencé par dénoncer le « manque de maturité » d'une classe ouvrière « peu évoluée » (pour elle, pratiquement, toute action un peu dure est une preuve de... sauvagerie chez les grévistes), a fini par rattraper le train en marche pour tirer le frein ; elle a appelé les ouvriers à voter un accord minable, et a rameuté pour ce vote les 4/5 du personnel de l'usine, avec une activité qu'elle s'était bien gardée de déployer pour les engager dans la grève. Parmi les miettes obtenues, il y a une obole dont elle est particulièrement fière : les 60 francs accordés à tous ceux qui ont participé au vote de reprise du travail.

Le Figaro, avec son sens habituel des intérêts de la bourgeoisie, se félicite de cette « prime au bulletin de vote », qui « a pris discrètement mais sûrement sa place dans l'arsenal complexe de la concertation » (13-3-74) et qui est un moyen d'assurer la prééminence de la majorité silencieuse sur la minorité combattive. Dans France Nouvelle (19 mars 1973), le P.C.F. se contorsionne pour prouver que, à condition que les syndicats en « gardent le contrôle » (c'est-à-dire, dans le cas présent, puissent dire amen et merci...), « toute mesure tendant à étendre la démocratie dans la conduite des luttes est une arme de plus dans leurs mains », et que « les travailleurs pourront désormais s'appuyer sur [cette mesure] pour revendiquer avec plus d'autorité le paiement des

assemblées générales de grévistes sur le lieu de travail et, par extension, des journées de grève ». Il suffisait d'y penser ! Et pourquoi pas aussi, « par extension », un financement général et planifié de la lutte de classe par le patronat ! (en attendant, en fait de paiement des jours de grève, l'accord de la SAVIEM « autorise » les salariés à récupérer le samedi, en heures supplémentaires, les journées de chômage technique...). Ces astuces misérables d'un légalisme stupide ne mériteraient qu'un éclat de rire, si la prime au bulletin de vote n'était en réalité la consécration de la trahison des luttes. Dans tous les mouvements récents en effet, — sauf à Rateau, où la C.G.T. sait pouvoir contrôler pour le moment un personnel qui appartient en majorité à l'aristocratie ouvrière — elle a utilisé l'argument de la « démocratie ouvrière » et des droits de la majorité contre les grévistes, allant en même temps rassembler les hésitants et les opposants au mouvement pour leur faire jouer carrément le rôle de jaunes, invitant la police à intervenir, aux Houillères de Lorraine, contre les « huit ouvriers qui empêchent les autres de travailler ».

En demandant au capital de financer sa trahison effective, l'opportunisme ne fait que parachever son travail de collaboration de classe : il est normal qu'il chante victoire. Mais les ouvriers, dont il essaie de briser d'avance la révolte, ne prendront pas pour une « conquête » ce denier de Judas !

## Journées chaudes chez Olivetti

(Suite de la page 1)

La manifestation se termine devant le siège de la direction d'Olivetti, où les bonzes, au cours d'un meeting, essaient de vider de sa signification de classe la magnifique journée de lutte, en la faisant passer pour une protestation des ouvriers contre l'intransigeance de la direction d'Olivetti dans les discussions pour les accords d'entreprise. Ce sont nos camarades qui démolissent leurs thèses et dénoncent le travail de pompiers sociaux accompli par toute la bonzerie syndicale et politique. Dans un tract signé de notre Groupe Syndical, soulignant le caractère de classe de cette action remarquable, nous montrions comment les ouvriers avaient instinctivement renversé l'orientation de trahison des syndicats. Nous soulignons comment, face à la pratique, imposée par l'opportunisme, des grèves fractionnées et des grévettes avec promenade à l'intérieur de chaque établissement, les ouvriers avaient senti la nécessité de sortir de l'usine, de s'unir avec leurs camarades des autres catégories et de descendre dans la rue, en retrouvant l'unique forme de lutte valable : la grève généralisée, illimitée et sans préavis. Ces thèmes du tract, nos camarades les ont développés dans les assemblées ouvrières, en expliquant encore une fois la signification de nos revendications. Nos interventions ont obtenu un large assentiment, même si les opportunistes syndicaux ont réussi, en faisant leur autocritique, à récupérer l'élan prolétarien et à le canaliser sur la voie qu'ils avaient préparée. Ce qu'ils ne peuvent « récupérer », ce sont les le-

çons que la classe ouvrière peut tirer de ces événements.

La tâche du parti est de rassembler autour de nos positions les ouvriers les plus combattifs, ceux qui ont fait leurs, ne serait-ce qu'un jour, les mots d'ordre de classe, qui se sont mis à la tête de leurs camarades de travail, qui ont dû affronter toute la faune opportuniste en constatant qu'elle trahissait une fois de plus. C'est la tâche que nos camarades accomplissent sur leurs lieux de travail, dans les assemblées ouvrières, dans les conseils d'usine. C'est le travail patient et tenace des révolutionnaires. C'est une des tâches qui s'imposent à nous pour élargir l'influence du Parti au sein de la classe ouvrière. C'est cette influence qui permettra aux communistes d'être à la tête des luttes ouvrières quand l'aggravation de ses conditions de vie poussera de nouveau le prolétariat à se battre en dehors et contre les directives des laquais du capital.

Cinq jours après les événements que nous venons de relater, une assemblée de tous les délégués du groupe Olivetti dans les divers pays s'est réunie à Turin. Les travailleurs italiens ont ainsi pu prendre connaissance de la magnifique lutte de leurs camarades d'Olivetti-France, que les syndicats et la presse opportuniste italienne leur avaient jusque-là soigneusement cachée.

A la surprise des délégués italiens — et à la consternation des bonzes ! — les délégués français ont raconté comment, grâce à une grève improvisée et illimitée qui

avait duré 17 jours, ils avaient pour la première fois obtenu satisfaction de toutes leurs revendications salariales et autres. Comme toutes les interventions qui avaient précédé avaient été soigneusement programmées et contrôlées pour être un hymne à la lutte fractionnée et une mise en garde contre les dangers de la lutte à outrance, l'intervention des délégués français, qui ont au contraire rapporté l'exemple magnifique de leur lutte victorieuse, a été une véritable douche froide pour la fausse ferveur des bonzes.

Les délégués français ont en outre revendiqué l'internationalisme prolétarien contre l'internationalisme du capital, et rappelé que les syndicats ne devaient pas défendre l'unité de tous les prolétaires seulement en paroles, mais devaient démontrer dans les faits leur volonté politique de la réaliser. Rien d'étonnant à ce que leur intervention ait été accueillie par le silence glacial des bureaucrates syndicaux, alors que nos camarades l'applaudissaient chaleureusement. Les jours suivants, dans les locaux syndicaux de l'Olivetti à Ivrea, nos camarades ont posé aux délégués d'Olivetti-France des questions sur la réaction du P.C.F. et de la C.G.T. à leur lutte : ceux-ci ont répondu qu'ils avaient été accusés d'être des provocateurs et de créer le chaos à l'avantage du patronat.

En France comme en Italie, les syndicats et les partis soi-disant ouvriers ne savent répondre que par des calomnies à ceux qui luttent sur le véritable terrain de classe. Invariance de l'opportunisme sous tous les cieus et sous toutes les bannières !

## Sur le fil du temps

# Honte et mensonge de la théorie des « guerres défensives »

(La première partie de cet article a paru dans « Le Proletaire » n° 169.)

## AUJOURD'HUI

Une fois le critère de la « défense » de la patrie éliminé de la position des marxistes sur les guerres aussi bien avant qu'après 1871, une série de questions se posent au sujet des guerres qui sont survenues et pourront survenir dans la période qui s'est ouverte après les événements historiques constitués par la première guerre impérialiste mondiale, la révolution russe, la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale et la fondation de la III<sup>e</sup>.

Nous avons vu dans d'autres « fils du temps » le problème de la « guerre révolutionnaire » prolétarienne. Après la révolution bourgeoise, il y eut des guerres des Etats pour éviter que le régime féodal ne fût restauré de l'extérieur, et aussi pour l'attaquer chez lui : la révolution prolétarienne pré-

sentera-t-elle un processus analogue ?

Une première tentative d'application de cette hypothèse fut faite, après la chute du Tsar en février et la première révolution qui porta au pouvoir les partis démocratiques bourgeois, par les opportunistes russes, qui prétendaient faire cesser l'opposition prolétarienne à la guerre contre l'Allemagne. Nous avons montré comment les bolcheviks liquidèrent cette manœuvre. Mais le problème se présenta à nouveau lorsqu'ils prirent le pouvoir et que l'armée allemande avança pour abattre la révolution. Lénine combattit la thèse de « gauche » de Boukharine, qui était tout feu tout flamme pour la guerre révolutionnaire ; il expliqua qu'on avait hérité d'une guerre réactionnaire et qu'on devait la liquider en prenant appui sur le défaitisme révolutionnaire du prolétariat allemand. La Russie rouge sembla s'agenouiller avec la fameuse paix de Brest-Litovsk, mais le militarisme allemand ne tarda pas à s'effondrer : les Ludendorff et consorts ont reconnu que c'était pour des raisons de politique intérieure qu'après des succès stratégiques remarquables ils virent s'écrouler le front occidental en novembre 1918, et durent capituler sans que leurs ennemis aient remporté de grande victoire ni violé les frontières allemandes.

Mais seuls des imbéciles comme ceux qui pullulent aujourd'hui peuvent prétendre que Lénine aurait

qualifié de *provocatrice* la théorie de la guerre révolutionnaire. Lénine n'en a jamais, en principe, exclu l'éventualité historique : de 1918 à 1920 la Russie a mené d'authentiques guerres révolutionnaires, soit *défensives*, contre l'agression des expéditions montées par les Français et les Anglais, soit *offensives*, contre la Pologne blanche et bourgeoise.

Mais pour que la théorie, indéniablement léniniste, de la guerre révolutionnaire puisse s'appliquer, encore faut-il qu'il s'agisse d'un Etat effectivement prolétarien et que cette guerre soit menée par une véritable armée rouge. Comme Lénine le déclara au II<sup>e</sup> congrès de Moscou, *que partout surgissent des armées prolétariennes, et que les communistes de tous les pays travaillent à former une seule et même armée!*

Lorsque ces conditions sont réunies, la guerre révolutionnaire est non seulement possible, mais « légitime », dans la mesure où elle coïncide avec la guerre civile mondiale : elle peut être non seulement une guerre de résistance à une invasion par les armées capitalistes du pays où le prolétariat a pris le pouvoir, mais encore et surtout une guerre offensive contre le capitalisme mondial (et c'est seulement dans ce deuxième cas que sa victoire sera possible).

Les guerres qui marquèrent l'achèvement de la constitution des Etats nationaux furent révolutionnaires pour la victoire de la bourgeoisie, en tant que cette victoire a pour condition économique et sociale l'indépendance nationale. Une guerre pourra être révolutionnaire pour la victoire du prolétariat, en tant que la condition économique et sociale d'une telle victoire est qu'elle prenne une dimension internationale.

Cependant, il existe un troisième « type » de guerre où, à la lumière de la méthode de Marx et de Lénine, il apparaît également faux et contre-révolutionnaire d'appliquer le critère de la « défense ».

Nous avons subi la deuxième guerre mondiale, et on a prétendu qu'elle n'était pas une guerre de type « impérialiste » et qu'on pouvait la « justifier » en tant que guerre contre l'Allemagne et ses alliés. On a voulu à la fois la faire passer pour une guerre du premier type, c'est-à-dire une guerre de « libération nationale », et pour une guerre du troisième type, c'est-à-dire une guerre révolutionnaire prolétarienne. Dans chacune de ces deux falsifications, les stalinien ont prétendu respecter le marxisme-léninisme, et en même temps ils ont largement utilisé l'argument de la *défense*, en affirmant qu'il s'agissait de repousser l'agression allemande.

Or toute définition marxiste autre que celle de *deuxième guerre impérialiste mondiale* tombe immédiatement dans l'absurde, pour des raisons encore plus fortes que celles qui, dans le cas de la première guerre mondiale, réfutaient sans appel les arguments avancés par les sociaux-patriotes des différents pays, à savoir l'argument de la *guerre progressive* et celui de la *guerre défensive*.

S'agissait-il d'une guerre de libération nationale ? Celles-ci avaient été considérées par les marxistes comme progressives seulement et précisément dans la mesure où elles constituaient un passage nécessaire vers la diffusion de la production capitaliste et la destruction des liens et des institutions féodaux. Cet argument n'a rien à voir avec une acceptation générale, ou pis, avec une apologie

des prétendues « conquêtes » juridiques de la révolution bourgeoise telles que la liberté, la démocratie, l'égalité des citoyens, déjà disqualifiées par le socialisme dès ses premières affirmations. Or, si Mussolini et Hitler avaient entamé ces fameuses conquêtes, ils n'avaient pas pour autant ramené l'histoire sociale cinquante ans en arrière ; non seulement ils n'avaient pas démolé les industries, les machines, les chemins de fer, les banques, et tout le reste de l'appareil de production capitaliste, mais ils n'avaient nullement l'intention de le faire : il s'agissait bien plutôt pour eux d'accélérer le cycle capitaliste, dont nous savions depuis toujours qu'il est barbare et négrier. Appliquer à Mussolini ce que nous avions dit de Napoléon III, à Hitler ce que nous avions dit du Tsar, était donc pure bouffonnerie. S'il fallait appliquer le défaitisme à l'égard de leur guerre, il n'était donc pas question d'approuver et de soutenir pour autant la guerre des gouvernements adverses.

S'agissait-il d'une guerre de défense ? Nous avons vu que ce critère n'a jamais guidé les marxistes véritables. Admettons un instant l'hypothèse ridicule qu'en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933 on aurait « restauré le Moyen-Age », de sorte qu'il eût fallu en revenir aux « guerres de libération nationale » : eh bien dans ce cas, il aurait fallu revendiquer l'offensive contre ces régimes.

On a dit que c'était Hitler qui avait attaqué la Pologne avec Dantzig, après une série de vexations infligées à l'Autriche et à la Tchécoslovaquie et « tolérées » par les Anglais et les Français. Pourquoi donc, alors, si la règle de la défense et de l'indépendance des nations est sacrée et primordiale, l'armée russe n'a-t-elle pas en 1939 marché contre l'armée allemande, au lieu d'attaquer précisément la Pologne en accord avec l'envahisseur allemand pour procéder au plus tôt au partage ?

S'agissait-il d'une guerre prolétarienne ? Pour soutenir une blague pareille il faudrait admettre que les régimes de France, d'Angleterre et des Etats-Unis — archi-bourgeois, archi-capitalistes et archi-impérialistes à l'époque de Lénine et de la première guerre mondiale, et évidemment tout aussi bourgeois et impérialistes aujourd'hui, en 1951 — aient connu une curieuse *parenthèse*, non pas à partir de 1939, mais de 1941 à 1945, et aient engagé tout leur potentiel industriel et militaire pour étendre le régime socialiste dans le monde, en empêchant les Allemands de l'abattre !

Les stalinien reconnaissent aujourd'hui que la politique du capitalisme américain, non seulement en Asie mais même en Europe, est une politique d'agression impérialiste, et ils le démontrent à l'aide des mêmes arguments qui nous permirent de l'établir à l'époque de Wilson, contre le mensonge de la guerre juste et de la Ligue pour la paix. Ils vont chercher les textes de Lénine — ceux-là même que nous avons toujours cités — sur les origines lointaines, depuis 1893, de l'impérialisme conquérant

des Etats-Unis, le dernier venu mais aussi le plus terrible dans la série des impérialismes des peuples blancs. Et il faudrait admettre qu'après la mort de Lénine, ces caractéristiques fondamentales liées à un processus économique et social profond et prolongé de la machine productive des Etats-Unis, auraient préparé une *phase intermédiaire* de lutte pour la liberté, pour la répression des agresseurs, voire pour la défense du pays socialiste ?

On ne peut rien, absolument rien invoquer, sur le terrain socialiste et marxiste, à l'appui de la thèse fabriquée de toutes pièces selon laquelle la guerre de 1939-1945 présenterait des caractères semblables à ceux des guerres bourgeoises progressives d'avant 1871. Cette guerre a été une guerre ouvertement impérialiste. Tous ceux qui ont travaillé à créer, à l'intérieur des Etats bourgeois, une solidarité de guerre avec les gouvernements de l'un des deux camps, ont accompli un travail contre-révolutionnaire irréparable, et ont irrévocablement contribué à accroître le potentiel des impérialismes vainqueurs.

Bien qu'elle s'explique par l'influence des traditions de la révolution de Lénine sur les masses du monde entier, l'erreur sur l'attitude de l'Etat russe dans la dernière guerre mondiale n'a fait qu'aggraver le démantèlement du potentiel révolutionnaire par comparaison avec les effets produits par l'union sacrée de 1914-1918.

Cette deuxième vague d'opportunisme ne peut se justifier par la falsification des traditions marxistes au sujet des guerres « utiles ». Elle ne pouvait que retomber dans le pire *pré-léninisme*, et elle l'a fait en ramenant au premier plan l'expédient hypocrite de la « défense nationale ».

Hypocrisie qui n'a pour égale que celle du pacifisme...

## Lénine contre les renégats

« Supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archi-naïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est TROMPER LES MASSES, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est DE REGLE que dans toute révolution profonde les exploités conservent durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance PROLONGÉE, OPINIAIRE, DESEPERÉE. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux bête Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer — dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles — leur avantage. »

Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.

## L'AMOUR DU COMMERCE

Il y a des gens qui ne respectent rien. Ne voilà-t-il pas que des « idéologues dénaturent les rapports économiques Est-Ouest » ? Dans les n° 26-2 et 5-3, France Nouvelle leur répond fièrement que « l'U.R.S.S. n'ouvre pas son territoire aux monopoles capitalistes, mais aux échanges internationaux ». Ah mais !

..Evidemment, les deux choses se ressemblent fâcheusement, mais ce n'est quand même pas la faute de l'U.R.S.S. si « les monopoles sont seuls capables de mettre en œuvre l'intégralité des projets de coopération de plus en plus importants » et si « ces projets nécessitent des structures de commercialisation ou d'utilisation des produits donnés en échange par les pays socialistes et que n'ont pas les petites entreprises ».

Leur amour pour les échanges commerciaux oblige donc nos « communistes » à passer par dessus leur haine pour les vilains monopoles, puisque les uns sont les instruments des autres. Et réciproquement, ajouterons-nous. De même, cet amour est plus fort que leur haine pour les exportations, haine qu'ils continuent cependant à clamer dans l'article même où ils exaltent les échanges : ils n'en sont pas à une contradiction près.

Et pourquoi donc l'aiment-ils tant, le commerce mondial ? Par là ! c'est parce qu'il profite à tout le monde, « comme l'attestent les formes de la coopération mutuellement avantageuses qui, pour les firmes capitalistes, signifient mise en valeur de leurs capitaux et pour les pays socialistes accroissement du bien-être du peuple ».

« Mise en valeur de leurs capitaux » n'est qu'un euphémisme pour désigner la reproduction élargie du capital, la production de plus-value capitalisée. Et cette plus-value, c'est l'A.B.C. du marxisme, provient du surtravail exorbitant au prolétariat exploité par ce capital. En fait d'« accroissement du bien-être du peuple », il s'agit d'un accroissement du capital fonctionnant dans les pays de l'Est, et de l'accroissement de

la plus-value produite par ce capital !

Si effectivement l'U.R.S.S. « dispose de ressources » très importantes, elle manque encore de capitaux, et l'Etat russe est prêt à partager avec les bailleurs de capitaux occidentaux la plus-value que ceux-ci lui permettront de tirer de son prolétariat. Si n'our le moment « il n'y a pas d'implantation de capitaux en U.R.S.S. dans les entreprises pour se les approprier », il y a bel et bien « participation des capitalistes à la production de certaines entreprises » c'est-à-dire implantation de capitaux pour s'approprier une partie de la plus-value produite !

En fait d'idéologues qui dénaturent..., nos stalinien en connaissent un brin, depuis près de 50 ans qu'ils dénaturent le marxisme. Mais ils ont beau recuser avec indignation les mots *convergence* ou *collusion*, et chercher des différences de « signification » (morale, sans doute), le contenu matériel de la « coexistence » n'en sera pas modifié. Et ils ont beau crier que : « les pays socialistes ne s'asservissent pas à la structure des marchés des pays capitalistes où règnent une concurrence et un gaspillage effrénés », ça ne change rien aux faits.

Les pays de l'Est développent leur liens avec le marché mondial, capitaliste, évidemment. Pour ne citer qu'un petit exemple : les « Polski » (Les Fiats polonaises) essayent déjà de se placer sur le marché européen, en France par exemple ; qui peut penser sérieusement que cette usine pourrait se soustraire aux fluctuations du marché automobile mondial ? Avec l'élargissement des échanges de marchandises et de capitaux, devront nécessairement se développer les maux qui les accompagnent : anarchie, concurrence, gaspillage.

L'autarcie relative d'une Russie occupée à développer son marché intérieur l'a préservée des secousses économiques du capitalisme mondial. Son intégration dans le marché mondial la fera participer aussi à ses convulsions et à ses crises !

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Proletaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## PUBLICATIONS INTERNATIONALES

E' uscito il nr 6 (23 marzo 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

- di cui diamo il sommario :
- La « solidarietà nazionale » vecchia mistificazione borghese.
  - Vecchio riformismo e nuovi liquidatori (II « Manifesto » e la crisi del capitalismo).
  - A rapporti di produzione uguali, corrispondenti sovrastrutture.
  - La questione agraria.
  - Ancora sul « pensiero di Mao » (X).
  - L'accordo Fiat.
  - Violenza e non-violenza.
  - Il falso socialismo jugoslavo.
  - Vertenze dei parastatali, ospedalieri, Olivetti, Italsider.
- Abbonamento annuale : 20 F.

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra (420 p., 30 F).

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale comunista (740 p., 40 F).

Commandes au « Proletaire ».

(La première partie de cet article a paru dans « Le Proletaire » n° 169.)

Parmi la batterie d'arguments étalés par L.O. pour condamner politiquement le terrorisme spontané, on trouve l'affirmation qu'il entraînerait la démoralisation et la désorganisation du mouvement ouvrier.

Certes, le parti communiste ne peut négliger une telle possibilité, mais « à qui la faute » ?

« Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction, écrit Lénine à un moment de reflux (1906). [...] Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins [car] elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. [...] Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère inorganisé, désordonné, « sans parti » des actes de partisans. » (Œuvres, Tome II, pp. 221-222).

Bien plus, toute forme de lutte qui naît spontanément du cours même du mouvement peut présenter des dangers de désorganisation et de démoralisation, et seule la plus haute centralisation du mouvement par le parti politique de classe peut réduire les risques, mais pas toujours les éviter.

En répétant que « le terrorisme se développe indépendamment d'une action consciente des travailleurs, et qu'il ne s'intègre pas à cette action » — objection qui, nous l'avons vu, se situe hors du terrain du matérialisme — Lutte Ouvrière présente contre le terrorisme, organisé cette fois, un argument pour le moins étrange, en affirmant que dans les aires arriérées les mouvements bourgeois extrémistes emploient le terrorisme et la guérilla comme moyen d'éloigner le prolétariat de la lutte de classe, ou pour l'entraîner à leur remorque.

Pour réfuter de telles analyses qui tendent à présenter la guérilla comme une méthode foncièrement

# La révolution « comme il faut » ? (« lutte ouvrière » et le terrorisme)

anti-prolétarienne et spécifiquement bourgeoise, nous ne pourrions mieux faire que de citer le chef de l'Armée Rouge :

« L'opposition idéologique des détachements de partisans à une armée méthodiquement organisée et centralisée [on dirait que Trotsky écrit précisément à l'adresse de L.O.] (...) représente un produit caricatural de la pensée politique ou du manque de réflexion de l'intelligentsia petite-bourgeoise. Les méthodes du combat partisan s'imposaient au prolétariat durant la première période, à cause de sa situation d'exploité dans l'Etat, comme s'imposait aussi à lui l'emploi d'imprimeries clandestines primitives et la pratique de réunions secrètes » (Trotsky, *Ecrits militaires*, p. 223).

Ailleurs, Trotsky dira : « En tant que type [militairement] prédominant, la « petite guerre » [ou guerre de guérilla] est l'arme du belligérant le plus faible contre le plus fort. Ce dernier essaie de massacrer et d'écraser le plus faible. A son tour celui-ci, conscient de sa faiblesse mais ne refusant pas le combat, dans la perspective certaine de quelque modification à l'avenir, s'efforce en attendant d'affaiblir et de désorganiser son puissant adversaire. La « grande guerre » — masses imposantes, unité de front, direction centralisée, etc. — cherche à vaincre l'ennemi. La « petite guerre » — petits détachements de manœuvre indépendants les uns des autres — cherche à affaiblir et à exténuier l'adversaire. » (ibid., p. 517).

Par conséquent, le terrorisme entendu comme méthode de lutte du prolétariat — mais il ne faut pas oublier qu'il peut être utilisé par n'importe quelle classe sociale, révolutionnaire ou même contre-révolutionnaire —, organisé ou spontané, est historiquement inévitable à un moment ou à un autre de la lutte des classes, aussi bien dans les aires développées que dans les aires arriérées. Et ceci est vrai a fortiori pour la lutte de la paysannerie dans la révolution

paysanne anti-féodale. Dans ce cas en effet, le terrorisme tient d'autant plus de place que la paysannerie est incapable de dépasser par elle-même le stade partisan pour constituer une armée centralisée, et qu'elle a besoin pour ce faire de la direction d'une classe urbaine — qu'il s'agisse de la bourgeoisie, l'intelligentsia, comme dans le cas des révolutions chinoise, cubaine, algérienne, indochinoise, ou du prolétariat, comme en Russie en 1917 et dans la guerre civile.

L'intégration de la terreur prolétarienne spontanée — et de la guérilla paysanne dans les aires arriérées — à une lutte prolétarienne politiquement et organisationnellement centralisée, est une tâche qui revient au parti, et qu'il doit revendiquer historiquement, même si cette intégration n'est possible que dans une certaine mesure, variable avec les diverses formes de lutte.

Lutte Ouvrière prétend se rattacher à la critique léniniste du terrorisme des socialistes révolutionnaires de Russie sans comprendre — et ce n'est pas l'effet du hasard — que la démolition politique des s-r entreprise par Lénine constitue pour L.O. elle-même une claquette retentissante.

Dans la critique léniniste du terrorisme s-r, on trouve deux aspects parfaitement reliés dans la doctrine marxiste : la critique de principe et la critique tactique.

Au niveau des principes, les s-r niaient le rôle d'intimidation de la terreur — son rôle véritable en fait — pour revendiquer à la place une prétendue fonction excitatrice et d'éveil de la conscience politique révolutionnaire, en remplaçant ainsi par le terrorisme, la propagande et l'agitation politique. Le marxisme ne peut que démolir une telle doctrine, qui prétend rendre la classe prolétarienne capable d'affronter ses tâches révolutionnaires en dehors de l'action politique constante et générale du parti de classe. Il n'existe et il ne peut pas exister, répondra Lénine aux s-r,

de gradualisme qui ferait de la préparation révolutionnaire le prolongement « normal » de certains types ou méthodes de lutte.

L.O., par contre, critique le terrorisme précisément sur la base de principe du gradualisme spontanéiste. Nous citons : « Ce que les révolutionnaires socialistes reprochent donc au terrorisme individuel utilisé par des hommes qui veulent lutter pour l'émancipation des travailleurs, c'est le décalage entre le but poursuivi, la révolution socialiste, et les moyens utilisés, les attentats individuels qui n'élèvent [!] pas le niveau [!] de conscience des masses, qui par nature [?!], sont totalement indépendants de cette prise de conscience et qui peuvent même l'entraver [!] ».

D'après L.O. il existerait donc des moyens de lutte qui, par nature, permettraient d'élever le niveau de conscience des masses, tandis que d'autres, par nature également, n'auraient rien à voir avec cette « élévation » ou pourraient même l'entraver : mais ceci n'est rien d'autre que le gradualisme et le spontanéisme démolis par Lénine dans « Que Faire ? » !

Précisément, Lénine fait simultanément la critique de deux sortes de gradualismes : du terrorisme « excitateur » et de l'économisme, lequel soutenait que la lutte économique permettait par nature d'élever graduellement la conscience des masses et posait par nature les problèmes politiques de la révolution.

L.O., elle, attaque le terrorisme justement du point de vue d'un gradualisme proche de l'économisme, lorsqu'elle oppose par nature la lutte gréviste, ainsi que la lutte organisée qui exprimerait en elle-même le niveau de conscience des masses, à la lutte armée ou terroriste qui lui serait étrangère.

Par ailleurs, sur le plan de la tactique, la critique léniniste du terrorisme s-r n'a rien à voir avec de telles élucubrations à base démocratique : c'est la critique d'un courant politique qui organise et

développe le terrorisme en le détournant de sa véritable fonction dans la lutte des classes pour en faire une « gymnastique excitatrice », un point c'est tout.

Publiquement, ou dans son for intérieur, L.O. ne manquera pas de protester : « peut-être — dira-t-elle — dans notre élan critique des courants terroristes para-bourgeois, nous sommes-nous laissés entraîner trop loin, tombant ainsi ouvertement sur des positions pacifistes ; mais n'avons-nous pas soutenu que la terreur, la violence, la guerre civile même, étaient acceptables sous certaines conditions ? ».

La terreur ? Nous serons pour, répondra L.O. dans ses déclarations générales de principe, lorsque « la violence, l'action militaire (...) constitue le prolongement conscient de la volonté ouvrière ».

Les éléments sincères qui veulent consacrer leurs forces à la préparation de la révolution et à la révolution elle-même, ne peuvent pas ne pas se poser la grande question de savoir si de tels principes — ou d'autres du même acabit découlant directement du grand Absolu, du principe démocratique — ne constituent pas une entrave à la lutte pour la réalisation des buts révolutionnaires. A titre d'exemple : l'acceptation théorique de la violence, par un courant, « lorsqu'elle est de masse » — appelée peut-être pour les besoins de la cause « prolongement conscient de sa volonté » — n'est-elle pas un gage certain de sa nature révolutionnaire ?

De telles questions relèvent de la métaphysique, car le parti révolutionnaire, cette avant-garde consciente de la révolution, doit se préparer lui-même ainsi que les franges du prolétariat qu'il influence aux tâches de la révolution, en luttant pour créer les conditions politiques et organisationnelles de sa victoire. Par contre, un parti qui attend du mouvement « spontané », même violent, ses directives d'action, le sens de sa lutte et les tâches qu'il doit s'assigner, n'est que la queue du mouvement « spontané », sans volonté propre, toujours prêt à osciller suivant l'humeur du moment. Ce suivisme qui constitue sa deuxième nature fait de lui, en définitive, une de ces variantes de l'opportunisme multiforme pour qui le contingent est le principe souverain de l'action révolutionnaire.

## VIE DU PARTI

### REUNION PUBLIQUE A PARIS

#### Crise et révolution

La réunion publique qui s'est tenue à Paris le 5 mars a été dirigée contre deux erreurs que l'on retrouve de façon constante dans le mouvement prolétarien : la première est le fatalisme qui attend des « situations favorables » qu'elles règlent tous les problèmes de la Révolution sans préparation de parti ; la seconde est le volontarisme qui remplace la préparation du prolétariat et de son parti à la révolution par l'effort héroïque d'avant-gardes généreuses.

Ces deux erreurs se retrouvent dans des courants dont la délimitation et la séparation d'avec le parti a toujours été une nécessité vitale. D'un côté, non pas tant le plat réformisme, que le centrisme social-démocrate et ses variantes actuelles, qui allient le volontarisme gradueliste et pragmatique le plus éculé dans la pratique quotidienne à l'attente fataliste de situations de crise ; ces situations seraient censées provoquer mécaniquement la lutte révolutionnaire, régénérant les vieux partis (ou des pans de ces partis) ou les dépassant sans qu'il soit nécessaire de rompre avec eux. De l'autre côté, non pas tant l'anarchisme libertaire, l'anarchisme « à la bombe », que les fausses gauches syndicalistes, « conseillistes », etc., et leurs héritiers modernes qui ont trouvé pour « méthode » pour rompre avec le réformisme, de tourner le dos aux luttes partielles pour précher une lutte finale qui viendrait inéluctablement d'une crise économique décrétée à l'avance crise finale, et dans le cadre de laquelle tout volontarisme, toute « offensive à tout prix » serait alors permise.

A partir de la réaction de l'aile révolutionnaire de la II<sup>e</sup> Internationale contre le révisionnisme de Bernstein, le rapport rappela comment, si le « catastrophisme » était un pilier central de la théorie marxiste, cette dernière n'a jamais attendu mécaniquement l'effondrement du capitalisme d'une « crise économique », mais bien plutôt de la « maturation » d'une situation politique dont l'instabilité générale du système capitaliste — qui se manifeste notamment dans des crises, pas seulement économiques d'ailleurs — est un des facteurs. Il s'attacha de plus à montrer, en utilisant de longues citations du Kautsky n° 2, de Cunow et du K.A.P.D., comment après la Bernsteinisme, l'opportunisme devait changer de poil, et comment le « catastrophisme » ne pouvait plus distinguer le marxisme, dont la caractéristique est la revendication de la violence révolutionnaire, et de la dictature sous la direction du parti communiste. Il démontra ensuite, à l'aide de notre texte *Le renversement de la praxis* comment l'erreur du catastrophisme vulgaire, « économique » et mécanique était de voir une courbe descendante des forces productives ; cette erreur conduit à chercher une limite absolue au capitalisme, effort stérile poursuivi par des écoles aussi différentes que le stalinisme et l'« ultra-gauche » anarchisante.

Le rapport poursuivait en utilisant le discours de Trotsky au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (1921), et notamment sa démonstration — également faite par la Gauche — du caractère non nécessairement parallèle de la courbe de la production et de celle de

la domination bourgeoise, pour mettre en rapport la renonciation par le centrisme aussi bien que par la gauche infantile à la préparation du prolétariat et du parti, et leur incompréhension des exigences de l'insurrection et de la dictature et donc des fonctions suprêmes du parti dans ces périodes.

Le rapport de Trotsky au III<sup>e</sup> congrès et en particulier sa description des multiples conditions qui lient les crises du capitalisme (conçues non seulement comme des crises économiques, mais comme des périodes d'instabilité générale où toutes sortes d'équilibres se rompent et se reconstruisent sans cesse, à des niveaux différents et selon des rythmes divers) et la lutte prolétarienne furent utilisés pour montrer comment le parti est non seulement un produit mais aussi un facteur de l'histoire — facteur indispensable et qui ne remplit sa fonction que dans la mesure où il agit avec une continuité rigoureuse dans les différentes situations où il doit affronter toutes ses tâches également nécessaires. Et l'exposé revendiqua cette continuité contre le centrisme (à partir de citations de Serrati et de Lévi) et contre la fausse gauche (à partir de citations de Jan Appel, délégué au K.A.P.D. au III<sup>e</sup> congrès de l'I.C.), deux courants unis dans la même erreur qui consiste à attendre de manière fataliste des situations qu'elles dictent l'orientation du parti et ses tâches ; les conséquences catastrophiques d'un tel « situationnisme » ont été illustrées par le cours douloureux de la vague révolutionnaire et du parti allemand entre 1919 et 1923.

Le rapport poursuivait en utilisant le fait que la situation tragique que nous vivons depuis des décennies où se sont conjuguées la contre-révolution, la dégénérescence et la

perte du parti, et la victoire militaire de l'impérialisme le plus puissant doit nous inciter à combattre avec plus d'acharnement encore qu'hier ces erreurs dans la préparation du parti : moins que jamais, celui-ci ne peut attendre de la crise du capitalisme qu'elle règle celle du mouvement communiste.

### REUNION REGIONALE DANS LE NORD

Le premier rapport présenté à cette réunion a été consacré aux *Thèses de la fraction abstentionniste* du Parti socialiste italien de mai 1920 (publiées dans notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*). Hormis l'importante contribution des bolchéviques, ces thèses furent l'unique apport international coïncidant parfaitement avec les principes réaffirmés plus tard au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, et présentent un clair exemple de ce que la Gauche attendait de ces assises mondiales du mouvement prolétarien.

Le rapporteur a fortement insisté sur ce point fondamental : ces thèses ne sont, ni une « plate-forme nationale », ni un agglomérat de propositions idéalistes, mais la théorisation, par le courant communiste, de la lutte des classes de 1914 à 1919, et des fiascos des partis de la II<sup>e</sup> Internationale. Réexposant les bases générales de notre doctrine, elles prononcent le verdict historique contre les courants opportunistes (c'est-à-dire qui prétendraient nier un seul des postulats du marxisme), et codifient les normes de l'action du parti, la tactique (point qui n'a pas été traité cette fois). L'unité organique de ces thèses n'est que le reflet de l'unité du programme. Lénine a montré, au 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste, comment les principes, le but final, le programme, la tactique, et la théorie, étaient indissolublement liés, en tant que moments différents de la fonction du parti. Le rapporteur a réprécisé ces notions, montrant qu'elles étaient à la fois distinctes et liées, et qu'elles formaient un bloc invariant et obligatoire.

Passant aux thèses elles-mêmes, le rapport a mis en valeur la façon dont elles exposaient, d'abord la théorie du but final, l'origine et le développement du prolétariat, de classe en soi, en classe politique, et en classe dominante. On a également rappelé, en s'appuyant sur un texte d'Engels, que la naissance et le développement du communisme avaient pour base objective la grande industrie, les crises, le marché mondial, et la lutte du prolétariat.

Contre les traites sociaux-démocrates, les thèses insistent sur notre but, sur la nécessité d'abattre par la violence la domination bourgeoise, et sur les tâches de la dictature du prolétariat pendant la phase de transition (exportation de la révolution, répression contre les classes réactionnaires) ; elles donnent enfin une description rigoureuse et précise, de la société du socialisme supérieur, rationnelle et non-mercantile. Après cette exposition, le rapporteur est passé à la critique des doctrines adverses, qui sont l'idéologie bourgeoise, le réformisme et l'opportunisme petit-bourgeois. Il a passé en revue les principales déviations dont a été affecté le mouvement ouvrier, les doctrines utopiques à la Weitling, le coopérativisme, le syndicalisme, rappelant que la Gauche a toujours insisté sur ce point que la révolution « n'est pas une question de forme d'organisation », mais une question de force.

Le rapporteur a terminé en soulignant l'intérêt de cette critique dans la polémique quotidienne que nous avons à soutenir contre les centristes, les trotskystes, et les partisans de la « dictature du prolétariat par le pluralisme » !

Le deuxième rapport a porté sur la question syndicale et sera résumé dans un prochain numéro du journal.

PROCHAINE REUNION PUBLIQUE A PARIS  
Vendredi 26 avril 20 h 45  
Salle Lancry, 10, rue de Lancry  
Paris-X<sup>e</sup>

directeur - gérant  
F. GAMBINI  
Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les N.M.P.P.